



## **DECLARATION du bureau du Comité Régional Cgt Bretagne**

### **La lutte contre le FN, c'est dans l'entreprise, dans la rue et dans les urnes.**

Si la présence de la candidate du front national au second tour des élections présidentielles ne résonne pas comme une déflagration, y compris dans le monde du travail, c'est aussi que les idées de haine et de division ainsi que la désignation de boucs émissaires ont abîmé les solidarités parmi les salariés, les retraités et les demandeurs d'emploi.

Nous ne sommes plus en 2002, c'est un fait, et le modelage médiatique depuis des mois pour prédire un second tour avec l'extrême droite a contribué à banaliser le front national en parti comme les autres. Or, ce n'est certainement pas le cas !

Les politiques d'austérité ont augmenté la fracture sociale, favorisé les discriminations, engendré la montée des radicalités et de l'extrémisme, et ont aussi conduit à ce résultat désastreux.

Les périodes de régression sociale conduisent fortement à la présence du camp de la haine au second tour des élections présidentielles, la responsabilité du capital et de la financiarisation est évidente.

La population de Bretagne n'a pas fait le choix de l'ombre. Les salariés n'y sont certainement pas pour rien.

Dans ce contexte, se résigner à mettre au même niveau les deux candidats à l'élection présidentielle est une erreur fondamentale qui renforce le trouble déjà bien ancré parmi les salariés, particulièrement les plus fragilisés.

Le front national n'est pas un parti comme les autres, et dans le cas présent, en complémentarité avec les actions et initiatives engagées par la Cgt pour combattre les idées d'extrême droite, le 7 mai est aussi un moyen de mobilisation et d'expression par les urnes.

Le vote constitue un élément de la démocratie, de la citoyenneté. Les salariés doivent l'utiliser.

Mettre le front national au plus bas, c'est renforcer notre capacité d'intervention au lendemain du second tour des élections pour continuer à porter les exigences revendicatives en développant le rapport de force et le mouvement social.

Jamais ce parti de la xénophobie n'a été aussi proche de prendre le pouvoir. Il faut mettre fin à la présence du front national à chaque élection. Elle est devenue l'objet du chantage de ses adversaires électoraux, quels qu'ils soient, pour appeler au sursaut républicain.

Le bulletin du candidat face au front national est le seul moyen qui permettra de continuer à la France de vivre dans une démocratie, pays des lumières et des droits de l'Homme, ce n'est en aucun cas un vote d'adhésion à un projet politique.

La Cgt, avec sa campagne contre les idées d'extrême droite au quotidien, ne laisse pas une place d'incertitude sur cette démarche d'opposition qui lie la mobilisation, et l'expression de la citoyenneté.

La confiance dans l'action collective, dans la solidarité des travailleurs entre eux, dans leur capacité à se mobiliser pour arracher les conquêtes sociales du 21<sup>ème</sup> siècle, est un défi à relever. Il faut le gagner.

Le 1<sup>er</sup> mai est le prochain rendez-vous des salariés pour se mobiliser pour la satisfaction des revendications, pour la paix, moyen, aussi, de combattre le front national. Il doit être massif, pour les revendications, pour rejeter la haine.

Le 7 mai, c'est aussi un moment de mobilisation, par les urnes, en utilisant le bulletin du candidat opposé au front national.

Ni l'abstention, ni le vote blanc ne constituent des moyens de battre efficacement le front national.

Rennes, le 28 avril 2017